

Unité bidépartementale Eure Orne
1, Avenue du Marechal Foch
CS50021
27000 Evreux

Évreux, le 10/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CANPACK FRANCE SAS

3 route de Rouen
BP 1101
27950 Saint-Marcel

Références : UBDEO/ERC/2025/12/389
Code AIOT : 0005800303

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2025 dans l'établissement CANPACK FRANCE SAS implanté 3 route de Rouen BP 1101 27950 Saint-Marcel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une mise en demeure n°UBDEO/ERC/2024/99 a été prononcée en date du 11 décembre 2024 portant sur l'absence d'ouvrage de rétention des eaux polluées en cas d'incendie. L'objectif de la visite du 26 novembre 2025 est de vérifier les dispositions prises par l'exploitant afin de régulariser la situation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CANPACK FRANCE SAS
- 3 route de Rouen BP 1101 27950 Saint-Marcel
- Code AIOT : 0005800303
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Par arrêté préfectoral du 14 octobre 2013, la société TAPON FRANCE est autorisée à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement sur la commune de Saint-Marcel. Canpack France SAS exploite une installation de fabrication de capsules de bouteille. Le BREF STS (traitement de surfaces utilisant des solvants) s'applique au site dans la mesure où l'établissement relève de la directive relative aux émissions industrielles (dite directive IED) pour la rubrique 3670.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rétention eaux extinction incendie	AP de Mise en Demeure du 11/12/2024, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des actions engagées, l'inspection ne propose pas de sanction administrative. L'exploitant doit maintenir informé l'inspection des différents phasages des travaux et de leur finalisation. Une nouvelle inspection sera réalisée au second semestre 2026 pour s'assurer de la réalisation du bassin de confinement des eaux d'extinction en cas d'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rétention eaux extinction incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/12/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention eaux extinction incendie
Prescription contrôlée : La société Canpack France SAS qui exploite une installation de fabrication de capsules de bouteille sise 3, route de Rouen - BP 1101 sur la commune de Saint Marcel est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.6.5 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2013 en procédant sous un délai de 6 mois à l'étude technico-économique de confinement des eaux d'extinction incendie et en procédant sous un délai de 12 mois aux travaux, à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de faisabilité technico-économique "Confinement des eaux d'extinction d'incendie et gestion des eaux pluviales" actualisé en date du 24 novembre 2025 avec les devis des travaux. L'étude a été réalisée par le bureau d'études RDSI Environnement. Les conclusions de l'étude s'orientent vers un bassin de confinement de 1156 m ³ qui sera implanté au Nord-Est de la parcelle, à l'entrée du site. Le dimensionnement du bassin a été déterminé pour contenir les eaux d'extinction incendie et accueillir un volume tampon en cas de forte pluie. Le montant des travaux s'élève à 1 000 000€. En particulier, des travaux assez lourds de démolition de bâtiments existants devront être menés pour libérer l'espace nécessaire à la

création du bassin. L'exploitant envisage une fin de travaux en août 2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit tenir informer l'inspection de l'avancé des travaux.
Type de suites proposées : Sans suite